



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 14 avril 2025

**Discours conclusif d'Eric Lombard,**  
ministre de l'Économie, des Finances  
et de la Souveraineté industrielle et numérique

## **Roquelaure de l'Assurabilité des territoires**

*Lundi 14 avril 2025*

*Hôtel de Roquelaure, Paris 7ème*

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le ministre des territoires et de la décentralisation, cher  
François Rebsamen,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le président de l'association des maires de France, cher  
David Lisnard,  
Monsieur le vice-président de l'association des maires de France,  
cher Alain Chrétien,  
Madame la présidente de France Assureurs,  
Chers élus,  
Chers amis,

Ces échanges nous auront permis de réunir tous les acteurs de  
l'assurabilité, les collectivités territoriales, en premier lieu, les  
assureurs bien évidemment, mais aussi l'Etat et son administration  
et ses agences pour aider au diagnostic et à l'impulsion nécessaires.

Nos travaux, dans la droite ligne du précieux rapport de Jean-Yves  
Dages et Alain Chrétien auront permis de mettre au jour les  
imperfections du marché assurantiel des collectivités locales. C'est  
dans ce type de situations que le rôle de l'Etat trouve toute sa  
portée.

Permettez-moi donc de passer du diagnostic à l'action, en vous partageant les premières mesures que les Ministères de l'économie et des finances mettront en œuvre dès les prochains jours.

Pour répondre précisément aux besoins, le plan d'action vise en premier lieu à assouplir les modalités de la commande publique :

**D'ici la fin du mois de juin, nous publierons une version révisée du guide pratique de passation des marchés publics d'assurances pour les collectivités locales.** Ce travail d'expertise, mené en collaboration avec les professionnels de l'assurance et les associations représentant les collectivités territoriales, s'inspirera des recommandations de l'Autorité de la Concurrence. Ce guide permettra d'une part aux collectivités de mieux identifier et exprimer leur besoin d'assurance et d'exploiter pleinement toutes les possibilités offertes par le code de la commande publique.

De l'autre, il engagera les assureurs à proposer des solutions adaptées, qui tiennent à la fois compte de leurs coûts et du besoin spécifique des collectivités, à l'aide notamment de déplacements sur le terrain.

**Afin d'éviter les situations d'urgence, le Gouvernement comme les assureurs s'engagent à favoriser l'allongement des délais de prévenance.** Nous soutenons collectivement le principe d'une

durée minimale de préavis de six mois en cas de résiliation d'un contrat d'assurance avec une collectivité territoriale. Cette mesure figure dès à présent dans le projet de loi « de simplification de la vie économique », soumis aux parlementaires par une procédure accélérée.

Afin de redynamiser le marché de l'assurance des collectivités, nous allons également adapter la réglementation, par voie de décrets pour être pleinement efficaces.

**Un premier décret plafonnera le mécanisme de modulation** à la hausse des franchises « Cat Nat ». Ainsi, pour les biens situés dans des communes dotées de plans de prévention des risques naturels (PPRN), le mécanisme sera plafonné par le nombre de reconnaissances au cours des cinq dernières années.

**Un second décret corrigera la disposition du code des assurances** sur le montant de la franchise catastrophe naturelle. Elle ne sera plus nécessairement supérieure au montant de franchise le plus élevé figurant au contrat pour les mêmes biens. Cette franchise sera plafonnée pour les petites communes et s'élèvera par défaut à une fraction du montant des dommages.

**Enfin, assureurs comme collectivités s'engagent dès à présent les-uns envers les autres.**

**Les assureurs s'engagent** à faciliter la recherche de solutions pour les collectivités en difficulté et à renforcer le dialogue dans l'élaboration des contrats d'assurances.

**Les collectivités en retour s'engagent** à mieux connaître leurs risques, à accéder à des formations assurantielles, et à mettre en place des mesures de prévention adéquates.

Je vous remercie pour les échanges de ce Roquelaure de l'assurabilité et nous invite collectivement à agir sans plus attendre.

**Contact presse**

**Cabinet d'Eric Lombard** - 01 53 18 41 20 - [presse.minefi@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.minefi@cabinets.finances.gouv.fr)